

## QUESTIONS D'ASSURANCE

# L'UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

Le projet actuel d'Union des marchés des capitaux (CMU pour Capital Markets Union) vise à répondre aux besoins d'investissement massifs de l'Union européenne afin de financer les retraites des citoyens européens mais aussi les entreprises (start-ups, capital-risque, PME, etc), et leur permettre ainsi d'être plus innovantes, plus compétitives et plus résilientes. Parce qu'elle fournit la protection qui permet la prise de risque et l'activité économique, qu'elle propose aux citoyens des produits d'épargne et de retraite et qu'elle investit dans l'économie, l'assurance joue déjà un rôle clé dans le soutien des objectifs de la CMU. Des actions ciblées permettraient au secteur d'aller encore plus loin dans cette mission.

### Avec l'assurance...

#### **Des citoyens et des entreprises protégés**

Les assureurs protègent les citoyens et les entreprises face aux risques et leur proposent des outils qui leur permettent de les gérer et de les atténuer. En aidant les particuliers et les entreprises à se remettre d'événements susceptibles d'entraîner des pertes financières considérables, les assureurs jouent donc un rôle clé dans la société.

#### **Des particuliers encouragés à participer à la CMU**

Les assureurs proposent une large gamme de produits alliant investissement et protection assurantielle. Les produits d'investissement fondés sur l'assurance (IBIPs) représentent la plus grande part des investissements de détail en Europe (70 % selon l'*European Insurance and Occupational Pensions Authority* [EIOPA]). Leur rôle est crucial dans le développement de la CMU.

#### **Le plus grand investisseur institutionnel à long terme de l'UE**

Le secteur de l'assurance est le plus grand investisseur institutionnel en Europe et finance donc à long terme les gouvernements et les entreprises. Les assureurs européens investissent ainsi près de 9,5 milliards d'euros chaque année dans l'économie et 69 %<sup>1</sup> de leurs investissements en actions, en obligations d'entreprises et en obligations souveraines se font au sein de l'UE.

#### **Une réussite mondiale qui contribue à l'autonomie financière de l'UE**

Le savoir-faire des assureurs européens est réputé au niveau mondial<sup>2</sup>. Nombre d'entre eux jouent un rôle majeur à l'international.

### Sans l'assurance...

#### **Une vulnérabilité accrue et une capacité d'innovation réduite**

Sans assurance pour répartir les risques et y faire face, des événements même mineurs pourraient avoir des conséquences financières catastrophiques pour ceux qui en sont victimes. L'absence d'assurance découragerait l'entrepreneuriat, l'investissement et l'innovation. Sans la protection que l'assurance offre contre des pertes éventuelles, les entreprises seraient plus réticentes à investir et développer de nouvelles activités.

#### **Un accroissement des écarts en matière d'investissement, de protection et d'épargne**

Sans produits d'assurance épargne et retraite, les consommateurs disposeraient d'un choix plus restreint de produits susceptibles de répondre à leurs besoins. Notre enquête sur les retraites a confirmé ce que d'autres études avaient déjà révélé : la sécurité de leur épargne est la première préoccupation des citoyens européens<sup>3</sup>. Sans les clauses de protection incluses dans les produits d'épargne-assurance, de nombreux consommateurs ne prendraient pas le risque d'investir.

#### **Des investissements à long terme dans l'économie de l'UE qui restent insuffisants**

L'UE a besoin d'investisseurs de long terme, à la fois dans des actifs cotés sur les marchés financiers et dans des actifs non cotés, notamment des actifs non liquides tels que les infrastructures, le capital-investissement et la dette privée. Or, sans les assureurs, il y aurait moins d'investisseurs de long terme et moins d'investisseurs pouvant jouer le rôle de stabilisateurs en cas de turbulences sur les marchés.

<sup>1</sup> Estimations EIOPA

<sup>2</sup> [AIGs sont définis par the International Association of Insurance Supervisors \(IAIS\)](#)

<sup>3</sup> [L'enquête menée en 2023 par Insurance Europe auprès de près de 16000 personnes dans 15 pays a révélé que la sécurité et la sûreté étaient de loin les principales priorités lorsqu'il s'agissait d'épargner en vue de sa retraite.](#)

## QUELS SONT LES DÉFIS À RELEVER AUJOURD'HUI ?

Actuellement, les entreprises et les citoyens européens ne sont pas en mesure de bénéficier de financements et d'investissement solides, diversifiés, efficaces et sûrs. Au sein de l'UE, les entreprises européennes ne se développent pas au même rythme que sur les autres marchés mondiaux.

Alors que l'UE affiche l'un des taux d'épargne les plus élevés au monde, le niveau de participation des investisseurs individuels aux marchés des capitaux est très faible, d'après une étude réalisée en 2022 qui révèle que 72 % des citoyens européens n'ont investi dans aucun produit financier. L'UE doit donc encourager une plus grande participation des particuliers aux marchés de capitaux. Toutefois, plusieurs obstacles comportementaux, pratiques et réglementaires doivent d'abord être levés.

La dépendance à l'égard des banques et le manque de diversité dans le financement des entreprises européennes constituent également un problème clairement identifié et un élément clé du projet CMU initial. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment la charge de capital excessive à laquelle les assureurs sont généralement confrontés, y compris pour les investissements en actions.

Le respect de la réglementation européenne actuelle nécessite des ressources considérables et entraîne donc des coûts élevés, ce qui limite la capacité d'innovation et de croissance des entreprises européennes et réduit par conséquent la compétitivité du continent. Cette lourde réglementation impacte toutes les entreprises européennes et peut être particulièrement pesante pour les start-ups et les PME.

### LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

#### Comment les décideurs politiques peuvent-ils contribuer ?

##### **Pour accroître la capacité d'investissement des particuliers...**

- **Faciliter l'investissement des particuliers dans les produits d'épargne et de retraite**
  - La *Retail Investment Strategy* (RIS) doit encourager et faciliter les investissements tout en veillant à ce que les consommateurs demeurent protégés:
    - en limitant la quantité d'informations à fournir, ce qui allégerait des processus de vente aujourd'hui trop longs et compliqués qui découragent les citoyens européens d'investir ;
    - en proposant informations et conseils sur ce qui compte le plus pour les consommateurs dans leurs décisions d'investissement : les garanties financières et la protection contre les risques ;
    - en utilisant la numérisation pour simplifier et rationaliser le processus ;
    - en ne limitant pas l'accès des particuliers au conseil et aux différents canaux de distribution.
- **Améliorer les règles prudentielles qui constituent des obstacles**
  - La révision de la directive Solvabilité II doit cibler l'excès actuel de capital et de volatilité, entraînant des obstacles inutiles à l'investissement dans des produits à long terme, garantis et incluant une participation aux bénéficiaires.
- **Améliorer l'éducation financière et l'éducation à l'assurance ainsi que les mécanismes d'incitation (*nudging*)**
  - Les efforts déployés, pour promouvoir l'éducation en matière de finance et d'assurance, sont essentiels pour permettre aux citoyens européens de disposer des connaissances et de la confiance nécessaires. Les tableaux de bord et les systèmes de suivi des retraites peuvent inciter et aider les citoyens à investir davantage.

##### **Pour diversifier le financement des entreprises de l'UE...**

- **Améliorer les règles prudentielles qui freinent les investissements des assureurs**
  - Il est essentiel que les détails techniques de niveau 2 de la révision de Solvabilité II soient finalisés en tenant compte de l'impact de cette révision sur la réalisation des objectifs de la CMU.
- **Améliorer l'accès des assureurs aux fonds propres des PME, à leur dette, au capital-risque et aux infrastructures**
  - Les fonds nationaux, qui englobent des fonds propres et des fonds d'emprunt de PME, de capital-risque ou des infrastructures, fournir aux assureurs l'échelle et l'accès nécessaires pour investir dans ces actifs. Il conviendrait d'étudier la possibilité de créer des déclinaisons multinationales ou européennes de ces fonds et de tirer parti d'instruments financiers tels que *Invest EU*.
- **Faciliter les investissements transfrontaliers**
  - Il faut renforcer la confiance dans les investissements transfrontaliers au sein de l'UE en progressant en matière de droit de l'insolvabilité et en renforçant la protection des investissements au sein de l'UE.

##### **Pour créer un environnement propice à l'innovation, à la concurrence mondiale et à la croissance pour les entreprises européennes (start-ups, PME, sociétés cotées en bourse)...**

- **Réduire l'accumulation réglementaire**
  - Respecter l'engagement de la Commission européenne de réduire de 25 % le volume de rapports réglementaires.
  - Élaborer et mettre en œuvre des principes clairs pour une réglementation efficace et efficiente. L'introduction de nouvelles réglementations ne devrait être possible qu'en cas de nécessité avérée. Elles devraient aussi être plus simples, mieux proportionnées, plus prévisibles et fondées sur des objectifs tangibles et mesurables.